

Perspectives pour 2026 : où placer ses liquidités ?

Investir devient de plus en plus difficile en l'absence d'un conseil avisé pour éclairer l'investisseur et lui apporter quelques lignes directrices dictées par le bon sens. L'entrée dans l'année 2026 s'effectue dans un contexte économique mondial plus apaisé : après plusieurs années de remontée brutale des taux, la dynamique semble passer d'un cycle de resserrement monétaire à un régime de stabilisation voire, selon les régions, de détente progressive. Toutefois, l'inflation n'a pas totalement disparu, et le spectre d'un retour à des niveaux supérieurs à l'objectif des banques centrales demeure vraisemblable.

Pour l'investisseur, ce début d'année offre l'opportunité de repenser son allocation d'actifs : il s'agit moins de viser des rendements spectaculaires que de construire un portefeuille équilibré, diversifié et résilient face aux chocs potentiels. Des formes de doute et d'inquiétude persistent au regard de la géopolitique européenne (conflit entre la Russie et l'Ukraine) et les tensions commerciales entre la Chine et les USA.

Le marché actions : sélectivité et prudence

Après le repositionnement de 2025 – marqué notamment par la correction de certaines des valeurs les plus spéculatives –, les marchés actions démarrent 2026 dans un intervalle de valorisation plus raisonnable. Plusieurs gérants institutionnels estiment que le cycle de croissance des bénéfices devrait rester modéré, mais stable, dans les économies avancées.

En Europe, la stabilisation de l'inflation autour de 2 % et l'espoir d'un soutien monétaire de la part de la Banque centrale



Jean-François Fliti,
associé Allure Finance.

L'intelligence artificielle demeure l'un des moteurs les plus puissants de transformation économique des dix prochaines années.

européenne (BCE) pourraient soutenir la consommation et, à terme, le redressement de certaines entreprises plus cycliques.

L'un des enjeux majeurs pour les marchés actions en ce début 2026 concerne l'éventualité d'une bulle autour des valeurs liées à l'intelligence artificielle et aux technologies.

Depuis 2023, l'intensité des investissements dans l'IA générative et ses infrastructures (*data centers*) a alimenté une hausse spectaculaire des capitalisations des producteurs de semi-conducteurs, des fournisseurs de solutions *Cloud*, des fabricants de matériel spécialisé et d'un certain nombre de grandes plates-formes numériques. Cette dynamique, quoique soutenue par des fondamentaux robustes – croissance des besoins de calcul, émergence de nouveaux usages productifs, accélération de

l'adoption par les entreprises –, pourrait masquer un emballement éventuel des valorisations.

Le début 2026 semble marquer un tournant : les dépenses d'investissement massif dans les *data centers* et les GPU (processeurs graphiques), qui avaient propulsé l'ensemble du secteur en 2024 et 2025, commencent à susciter des interrogations quant au rythme de retour sur investissement, notamment dans des segments où la concurrence s'intensifie et où les barrières à l'entrée s'atténuent. Certains analystes soulignent que les multiples de valorisation de quelques leaders mondiaux dépassent à nouveau les niveaux observés lors des précédentes phases d'euphorie technologique. Les investisseurs institutionnels, quant à eux, paraissent plus prudents : ils continuent d'anticiper une croissance structurelle du secteur, mais reconnaissent que le marché pourrait avoir intégré trop rapidement des scénarios de montée en puissance linéaire, sans prendre en compte les contraintes énergétiques, réglementaires et matérielles. ♦♦♦

Cela ne signifie pas que l'IA constitue un phénomène de mode passagère, ni qu'un effondrement brutal soit imminent. L'IA demeure l'un des moteurs les plus puissants de transformation économique des dix prochaines années. Toutefois, du point de vue de la gestion patrimoniale, il est essentiel de rappeler que la réalité d'une innovation ne protège pas nécessairement des excès spéculatifs. L'expérience nous apprend que les périodes de révolution technologique – qu'il s'agisse de la vapeur, de l'électricité, d'Internet ou des smartphones – ont souvent été ponctuées de phases où les marchés surévaluent le court terme et sous-évaluent le long terme.

Les obligations : un retour en grâce mais nuancé

Après plusieurs années d'environnement hostile pour l'obligataire, la période actuelle redonne – au moins partiellement – ses lettres de noblesse à la dette. Plusieurs études de sociétés de gestion parmi les plus expertes recommandent de renforcer la poche obligataire des portefeuilles en 2026. D'une part, la perspective d'un assouplissement monétaire – particulièrement aux Etats-Unis – laisse entrevoir une baisse progressive des taux courts et longs, ce qui pourrait améliorer le couple rendement/risque. D'autre part, les obligations d'entreprise (*corporate bonds*), notamment dans le segment *Investment Grade*, offrent souvent des rendements plus attractifs que les dettes souveraines de certains pays européens, tout en présentant un risque crédit modéré selon les fondamentaux des entreprises concernées. Cependant, la vigilance reste de mise. L'évolution des *spreads* de crédit, la qualité des émetteurs, ainsi que le contexte macroéconomique global – croissance modérée, incertitudes inflationnistes – peuvent rendre les performances hétérogènes selon les segments obligataires. Ainsi, pour un investisseur patrimonial, les obligations peuvent constituer une ancre de stabilité, à condition de privilégier la qualité et la diversification entre le haut rendement (*High Yield*) et le segment *Investment Grade*.

L'or : après une année 2025 exceptionnelle, un potentiel toujours positif mais plus mesuré

L'année 2025 a marqué un tournant pour le marché de l'or, avec des performances particulièrement remarquables. La combinaison d'un environnement géopolitique instable, d'une inflation encore difficile à mesurer, et d'achats massifs de la part de certaines banques centrales – notamment dans les économies émergentes – a propulsé le métal précieux à des niveaux historiques. Les investisseurs ont aussi recherché une valeur refuge face à la volatilité persistante des marchés actions et à l'incertitude entourant la trajectoire des banques centrales. Cette dynamique explique la force de l'or en 2025, année durant laquelle il s'est apprécié bien au-delà de son rythme tendanciel de long terme (+ 45 % en dollar).

Au début de 2026, la question centrale est donc celle de la durabilité de cette performance. Les modèles de marché les plus probables, fondés sur une reprise graduelle de l'économie mondiale, suggèrent une progression plus modérée du



prix de l'or dans les prochaines années – de l'ordre de 5 à 10 % par an sur un horizon de trois ans.

Du côté des risques, le potentiel de baisse apparaît limité. Pour que l'or corrige véritablement, il faudrait une remontée sensible des taux réels et un renforcement marqué du dollar, autrement dit un choc monétaire dur qui semble peu probable dans le contexte actuel.

Plusieurs analystes anticipent un resserrement des différentiels de taux entre la zone dollar et les autres zones monétaires, ce qui pourrait affaiblir le billet vert – ou du moins réduire son attrait comme valeur refuge.

Le dollar et les devises : un environnement moins tranché

Le début 2026 pourrait marquer le passage d'un dollar dominant à une période de relative neutralité. Plusieurs analystes anticipent un resserrement des différentiels de taux entre la zone dollar et les autres zones monétaires, ce qui pourrait affaiblir le billet vert – ou du moins réduire son attrait comme valeur refuge. La politique commerciale et douanière du président Trump dont le slogan est « *America First* » accentue cette tendance d'un dollar faible.

Pour un investisseur résident en zone euro, cela implique que l'exposition au dollar – notamment via des actifs américains ou des obligations libellées en USD – doit être réfléchie : le risque de change n'est pas nul.

« L'expérience nous apprend que les périodes de révolution technologique – qu'il s'agisse de la vapeur, de l'électricité, d'Internet ou des smartphones – ont souvent été ponctuées de phases où les marchés surévaluent le court terme et sous-évaluent le long terme. »

Une stratégie possible consiste à maintenir une couverture partielle, ou à diversifier les devises afin de limiter l'impact des fluctuations monétaires.

L'immobilier : entre ajustement et prudence

L'immobilier entame 2026 dans une situation délicate, sans véritable signe de reprise. Malgré l'assouplissement attendu de la politique monétaire, les conditions de crédit restent élevées à cause des politiques de risques bancaires, d'une capacité d'emprunt affaiblie, d'une demande en berne. Le recul du nombre de transactions se prolonge et les baisses de prix observées en 2024-2025 n'ont pas suffi à rétablir la solvabilité des acheteurs, ce qui laisse envisager de nouvelles corrections, notamment dans les zones où les valorisations avaient le plus augmenté.

Le segment résidentiel demeure ainsi sous pression, pris en tenaille entre l'effondrement du neuf, un stock de biens en vente en hausse et des investisseurs particuliers qui se retirent. Le marché tertiaire (bureaux et commerces) présente un tableau encore plus sombre : hausse des taux de vacance, obsolescence accélérée d'une partie du parc de bureaux face aux normes environnementales et au télétravail, fragilisation du commerce physique. Même les segments réputés plus robustes – logistique, *data centers* – montrent parfois des signes de saturation ou de surcoûts structurels. Les ventes en ligne et les changements de mode de consommation et de travail accentuent cette tendance. Pour l'épargnant, la prudence est indispensable. Les véhicules collectifs (SCPI, OPC) traversent une phase d'ajustement et pourraient connaître de nouvelles décotes si les taux demeurent durablement élevés ou si l'activité économique ralentit davantage. Dans ce contexte toutefois, les investisseurs disposant de liquidités peuvent trouver des opportunités d'achat intéressantes.

En résumé, le marché reste orienté à la baisse et aucune normalisation crédible n'est encore visible : en 2026, l'immobilier demeure une classe d'actifs à aborder avec discernement et sélectivité extrême. Le choix de l'emplacement et l'opportunité doivent guider l'investisseur.

Private Equity et dette privée : l'alternatif structurant pour 2026

Les marchés privés – *Private Equity*, dette privée, infrastructure – continuent d'être perçus comme une composante clé de la gestion patrimoniale de long terme.



« En 2026, l'immobilier demeure une classe d'actifs à aborder avec discernement et sélectivité extrême. »

Dans un tel contexte, la diversification n'est pas seulement un mantra : c'est une stratégie active, consciente des cycles, des risques, et des changements structurels à l'œuvre dans l'économie mondiale et dans les préférences des investisseurs.

Selon un récent rapport de l'un des principaux asset managers mondiaux, les actifs privés mondiaux pourraient atteindre 30 000 milliards de dollars d'ici 2029, contre 18 000 milliards en 2024, témoignant d'une croissance rapide portée par une demande accrue des investisseurs, y compris des clients privés.

Ce regain d'intérêt s'explique notamment par la recherche de rendement dans un monde de taux modérés, la baisse relative de la liquidité des marchés publics, et le besoin de diversification – y compris hors actions et obligations traditionnelles. Les marchés secondaires (cession de parts, *secondary funds*, *continuation funds*) gagnent en importance, offrant une flexibilité plus grande pour sortir d'investissements privés illiquides ou pour les arbitrer.

Pour l'investisseur patrimonial, l'accès à ces actifs alternatifs peut se faire via des enveloppes dédiées (fonds, véhicules semi-liquides ou liquides, produits de capital-investissement accessibles aux particuliers). Toutefois, l'horizon d'investissement conseillé est de sept-dix ans et l'évaluation des risques – liquidité, valorisation, gestion, gouvernance – doit être rigoureuse.

Solutions structurées et allocations à revenus conditionnels : un arbitrage fin

Enfin, les produits structurés – obligations ou dérivés construits sur des indices ou des paniers d'actions, souvent avec coupon conditionnel – peuvent retrouver un intérêt accru dans le contexte actuel. Avec des taux de base plus élevés et une volatilité des marchés moindre qu'il y a quelques années, ces produits offrent la possibilité de capter du rendement tout en limitant (ou en calibrant) le risque directionnel.

Ces instruments conviennent particulièrement à des profils patrimoniaux cherchant à conjuguer rendement et protection, ou désireux d'obtenir un complément de revenu sans s'exposer intégralement aux fluctuations d'un sous-jacent (actions, indices, secteurs...). Cependant, leur complexité – en matière de mécanismes, de scénarios de rendement, de dates d'observation ou de barrière – impose une bonne compréhension avant la souscription et nécessite d'être accompagné par un conseil indépendant et professionnel. Dans un tel contexte, la diversification n'est pas seulement un *mantra* : c'est une stratégie active, consciente des cycles, des risques, et des changements structurels à l'œuvre dans l'économie mondiale et dans les préférences des investisseurs.

Jean-François Fliti,
associé Allure Finance